



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 06 – Du 10 février au 16 février 2023

En bref

Afghanistan : Le transport de marchandises via la ligne ferroviaire Hairatan- Mazâr-e Charîf a repris vendredi dernier après une fermeture de dix jours. Les importations d'électricité provenant de l'Ouzbékistan reviennent à la normale, mais l'industrie afghane reste médiocrement orientée.

Bangladesh : L'Inde accepte d'assouplir les modalités de financement régissant les lignes de crédit (LoC) octroyées au Bangladesh. Recul des indices boursiers sur les deux places financières du pays.

Bhoutan : Les crédits immobiliers ont plus que doublé au cours des cinq dernières années alimentant la bulle immobilière du Bhoutan selon l'Autorité monétaire royale du Bhoutan (AMR). L'Autorité Monétaire du Bhoutan annonce l'objectif d'atteindre un PIB de 5 Mds USD à horizon 2029 et 10 Mds USD d'ici 2034.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Hausse inopinée de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en janvier 2023. Augmentation de la production industrielle de 4,3% en décembre. Les effets d'aubaine des raffineurs indiens de pétrole devraient se poursuivre.

Maldives : Creusement de 36,2% du déficit commercial à 3,1 Mds USD en 2022

Népal : En dépit de l'inflation, la Banque centrale annonce un léger assouplissement la politique monétaire. La revue de mi-parcours gouvernementale concernant le budget FY23 annonce une baisse de l'objectif initial des dépenses, mais aussi de la collecte de recettes.

Pakistan : Prérequis à un accord sur la 9ème revue du programme FMI, une loi de finances rectificative qui augmente les recettes budgétaires de 435,2 MUSD est présentée au Parlement. Le FMI recommande une augmentation substantielle du taux directeur de la banque centrale (SBP). Dans un contexte de ralentissement des exportations, le déficit commercial a baissé de 32% sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2022-2023. Forte hausse de l'émigration des jeunes Pakistanais en 2022. Baisse de 12% des transferts de fonds des Pakistanais de l'étranger en g.a. Fitch dégrade la note du Pakistan de CCC+ à CCC-.

Sri Lanka : Les réserves de la banque centrale et les transferts de capitaux continuent d'augmenter. Le Japon octroie une aide exceptionnelle de 37 M USD. Contraction de l'industrie (PMI à 40,8) et légère expansion des services (PMI à 50,2) en janvier.

Afghanistan

Le transport de marchandises via la ligne ferroviaire Hairatan- Mazâr-e Charîf a repris vendredi dernier après une fermeture de dix jours

Après trois jours de négociations entre une délégation de l'administration talibane, conduite par le chef de l'*Afghanistan Railway Authority* (ARA), et des officiels ouzbeks, un accord a été signé, déléguant la gestion de cette ligne ferroviaire à l'ARA.

Cette décision a également marqué la réouverture de cette ligne après dix jours de blocage en lien avec la gouvernance de la ligne. Une bonne nouvelle soulignée par l'ARA qui a annoncé sur Twitter l'arrivée d'une cinquantaine de wagons remplis de marchandises dans le pays. Il convient de souligner que cette ligne ferroviaire entre Hairatan, ville frontalière avec l'Ouzbékistan, et Mazâr-e Charîf, deuxième ville du pays, est vitale pour le commerce entre l'Afghanistan et l'Asie centrale, 80% du transport de marchandises transitant par cette voie.

Les importations d'électricité provenant de l'Ouzbékistan reviennent à la normale, mais l'industrie afghane reste médiocrement orientée

La DA Afghanistan Breshna Sherkat (DABS), distributeur d'électricité national, a annoncé la reprise des importations d'électricité ouzbèkes. Cette avancée permet le retour de l'électricité dans les foyers de Kaboul à hauteur de neuf heures par jour.

Néanmoins, la Chambre afghane pour l'industrie et les mines souligne l'insuffisance de l'offre électrique pour soutenir l'industrie nationale

« Pour le processus industriel, huit à neuf heures d'électricité sont insuffisantes. Pour le processus de production, 18 à 20 heures d'électricité sont nécessaires. », a déclaré Mohammad Karim Azimi, directeur exécutif de la Chambre des industries et des mines de Kaboul.

Selon la DABS, le parc industriel de Kaboul nécessite 160 mégawatts d'électricité quotidienne. L'approvisionnement actuel oscille entre 70 et 100 MWh.

De fait, malgré une évolution positive, 50 % des usines (contre 90 % le mois dernier) subissent encore des pénuries d'électricité, impactant fortement leurs opérations.

Bangladesh

L'Inde accepte d'assouplir les modalités de financement régissant les lignes de crédit (LoC) octroyées au Bangladesh

À l'issue des négociations entre le haut-commissaire de l'Inde au Bangladesh et la secrétaire de la Division des relations économiques (DRE) du ministère de l'Économie, qui se sont tenues ce mardi 14 à Dhaka, l'Inde accepte pour la première fois d'alléger les conditions de prêts octroyés au Bangladesh, dans le cadre des « lignes de crédit ». Celles-ci sont gérées par l'Exim Bank India et s'inscrivent au sein du programme *Indian Development and Economic Assistance Scheme* (IDEAS) qui vise à apporter un soutien financier, plus ou moins concessionnel – dépendant de la catégorisation du pays établie par la Banque mondiale - pour la réalisation de projets de développement (principalement des projets d'infrastructures).

À travers les modalités de prêts, les LoCs encouragent le commerce avec l'Inde puisque pour pouvoir en bénéficier, réside l'obligation pour le pays bénéficiaire de se fournir à hauteur de 75% en marchandises/services indiens lors de la mise en œuvre du projet. Cette clause, au cœur des discussions, est évoquée par le Bangladesh comme à l'origine de nombreuses complications lors de la réalisation des projets. En outre, les négociations ont également conduit à revoir les conditions liées à la période de grâce associée aux prêts, en ne se fondant désormais non plus sur un contrat régissant l'ensemble de la ligne de crédit mais plutôt sur le projet en question. Rappelons qu'une ligne de crédit, d'un montant conséquent, permet la réalisation d'une

quinzaine de projets. En revanche, des délibérations supplémentaires entre les comités techniques seront nécessaires afin d'entériner les résultats des négociations.

Dans le cadre du partenariat avec le Bangladesh, le pays a bénéficié de quatre LoCs, soit un montant total de 7,4 Mds USD dont 1,3 Md USD a déjà été décaissé (17,5% de la dette totale). En outre, la secrétaire DRE a indiqué que l'Inde est l'un des principaux partenaires de développement du Bangladesh.

Recul des indices boursiers sur les deux places financières du pays

Lors de la semaine du 13 février, les pressions à la vente ont fait chuter les indices boursiers de la place financière de Dhaka et Chittagong pendant deux jours consécutifs. Le DSEX, l'indice de référence de la Dhaka Stock Exchange (DSE), a perdu 11 points, soit 0,17 %, en s'établissant à 6 245. Le Caspi, l'indice des prix de toutes les actions de la Bourse de Chittagong, a lui perdu 27 points, soit 0,14 %, pour clôturer à 18 434.

Bhoutan

Les crédits immobiliers ont plus que doublé au cours des cinq dernières années alimentant la bulle immobilière du Bhoutan selon l'Autorité monétaire royale du Bhoutan (AMR)

En juin 2022, les crédits immobiliers s'élevaient à hauteur de 550 M € contre 246 M € en juin 2017.

Environ 80 % des crédits immobiliers ont été accordés pour des logements commerciaux, indiquant une forte présence de logements locatifs dans le parc immobilier. En effet, 37,9 % des habitants louent leur logement selon la Bhutan Living Standard Survey 2022.

Par ailleurs, l'assouplissement des restrictions sur l'importation de main-d'œuvre et de matières premières accélère les constructions dans le pays selon le rapport de l'AMR.

De plus, afin de promouvoir l'accès à la propriété, l'AMR a augmenté la limite maximale

de remboursement des prêts immobiliers pour les logements commerciaux et résidentiels à 30 ans.

L'Autorité Monétaire du Bhoutan annonce l'objectif d'atteindre un PIB de 5 Mds USD à horizon 2029 et 10 Mds USD d'ici 2034

Pour rappel, le PIB actuel du Bhoutan s'élève seulement à 2,5 Mds USD, plaçant le pays au 30e rang des pays les plus pauvres. Le PIB du pays se doit donc d'être multiplié par quatre lors des dix prochaines années pour espérer atteindre l'objectif énoncé par l'Autorité monétaire royale.

Le gouvernement du Bhoutan souhaite porter la part de l'économie numérique dans le PIB à 10 % d'ici 2029 en encourageant les IDE et la présence des entreprises bhoutanaises à l'international.

D'ici 2029, la part de l'industrie manufacturière devra également passer de 6 % à 15 % pour réaliser les objectifs du gouvernement. Il convient de rappeler que sur les treize dernières années la part de l'industrie manufacturière a stagné autour de 7 %.

Toujours selon les indicateurs de croissance du gouvernement, le PIB par habitant devrait passer de 3400 USD à 12 000 USD d'ici à 2034.

Par ailleurs, le gouvernement manifeste son intention de réduire le déficit commercial de 20 % d'ici 2029 grâce aux exportations.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Hausse inopinée de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en janvier 2023

L'IPC a enregistré un net rebond en janvier, passant de 5,7% à 6,5%, dans le sillage de trois mois durant lequel l'indice avait fléchi. Le taux d'inflation urbain est passé de 5,4% à 6,0%, l'indice rural marquant une dérive nettement plus prononcée, de 6,0% à 6,9%.

Le gouverneur de la RBI a toutefois souligné que les risques à la hausse et à la baisse de l'inflation lui paraissaient équilibrés. L'évolution de l'indice a cependant surpris certains économistes, qui ont contesté la véracité du chiffre en mettant en exergue le fait qu'il pouvait avoir été surestimé de 0,23 point de pourcentage. Le gouvernement fédéral a réagi en confirmant l'exactitude du chiffre. L'évolution de l'IPC est cependant inquiétante, car elle porte la marque de la hausse des prix des céréales, dans un contexte où ces dernières constituent un élément essentiel du panier de la ménagère, notamment rurale, dont le pouvoir d'achat est rogné par la dérive de l'IPC rural ; pour mémoire, la hausse des salaires enregistrés par les ménages vivant à la campagne, dont le revenu disponible est faible, a été inférieure à l'inflation en 2022, ce qui pèsera sur l'évolution de la consommation dans les mois à venir. Elle pourrait conduire la RBI à poursuivre dans son cycle de hausse des taux directeurs, dès le mois d'avril, d'autant plus que la devise indienne fait de nouveau l'objet de pressions baissières. L'inflation sous-jacente s'inscrit par ailleurs à 6,3%, sans changement par rapport à novembre 2022.

Augmentation de la production industrielle de 4,3% en décembre

La production industrielle a enregistré une progression de 4,3 % en g.a. en décembre, en recul par rapport au mois de novembre. La production manufacturière, toujours médiocrement orientée, n'a crû que de 2,6% en décembre, malgré un effet de base favorable lié à un taux de croissance de 0,6% en décembre 2021. Les sous-secteurs des mines et de l'électricité ont crû de 9,8% et 10,4% respectivement.

Au troisième trimestre 2022/2023, la production industrielle a ainsi augmenté de 2,5% en glissement annuel, en raison notamment de la contraction enregistrée en octobre 2022, dans le sillage d'une progression de 1,6% le trimestre précédent. Les trimestres à venir devraient être affectés par la probable hausse des coûts des intrants, une inflation élevée de nature à rogner le pouvoir d'achat des ménages et une demande internationale médiocrement orientée.

Les effets d'aubaine des raffineurs indiens de pétrole devraient se poursuivre

A la suite de l'interdiction adoptée par l'UE en février d'interdire les importations de pétrole raffiné (essence, diesel et kérosène) expédiées par la Russie vers l'Europe, les entreprises de raffinage indiennes envisageraient d'intensifier leurs importations de pétrole russe ; la Russie, déjà principal fournisseur de brut, avec 28% des importations indiennes fin 2022, contre 1% en 2021, a également vu ses livraisons de pétrole raffiné augmenter au cours des derniers mois, à ce stade limitées au mazout. L'Inde pourrait en effet chercher à profiter de la décote appliquée désormais aux différents types de carburants, même si elle est en concurrence avec d'autres juridictions. En outre, les variations du coût de l'assurance et du fret peuvent influencer sur la rentabilité des opérations d'import/export réalisées.

Maldives

Creusement de 36,2% du déficit commercial à 3,1 Mds USD en 2022

Les échanges commerciaux de marchandises aux Maldives ont atteint en 2022 un niveau sans précédent, notamment tirés par la reprise du tourisme et des programmes d'infrastructures.

Les exportations maldiviennes, à 400 MUSD, sont en progression de 40,1%, essentiellement tirées par les ré-exportations (241 MUSD, +79,5%). Les exportations domestiques constituent seulement 36,7% du total (159 MUSD), en hausse de 5,1% ; elles sont essentiellement constituées de thon brut, en conserve et en sachet, peu transformé, et les pays de destination principaux sont la Thaïlande (49,2% du total), l'Allemagne (9,4%), le Royaume-Uni (8,5%), la France (3,6%) et l'Italie (2,1%).

Les importations de marchandises, à 3,5 Mds USD, sont en hausse de 36,6% par rapport à 2021. Les postes contribuant le plus à la hausse sont la facture énergétique (831 MUSD, +83,2%), les produits alimentaires (682 MUSD, +19,0%), les matériaux de construction (bois, métaux, ciment

et agrégats ; 376MUSD, +59,1%) et de transport (281 MUSD, +59,5%). Les importations proviennent en premier lieu d'Inde (+56,1% et 14,1% du total), des EAU (+24,8% et 11,8% du total), de Chine (+18,2% et 10,9% du total), de Singapour (+22,9% et 9,2% du total) et de Malaisie (+62,5% et 6,2% du total). Les exportations indiennes bénéficient des programmes d'infrastructures sur financement de l'Exim Bank, qui tirent aussi le poste des matériaux de construction, celles des EAU de la hausse du cours des produits pétroliers. Derrière la hausse des importations de matériaux de transport se trouve aussi la livraison par l'entreprise franco-italienne ATR de deux avions turbopropulseurs 72-600, qui a placé la France à la première place des pays de provenance des importations en décembre.

Le déficit commercial, record, atteint ainsi 3,1 Mds USD (52,8% du PIB projeté par le FMI pour 2022), en hausse de 36,2%.

Népal

En dépit de l'inflation, la Banque centrale annonce un léger assouplissement la politique monétaire

Le léger allègement de la politique monétaire, annoncé lors de la publication semestrielle par la Nepal Rastra Bank (NRB), cible avant tout les petites et moyennes entreprises, sévèrement exposées au resserrement monétaire. En effet, la NRB annonce des conditions de financement facilitées à travers un dispositif de restructuration de prêts, mais également un assouplissement des délais de remboursement.

En revanche, outre certains domaines ciblés, la Banque centrale décide de garder le cap de l'austérité en vue des défis qu'elle doit relever, notamment la hausse des prix - l'indice des prix à la consommation culmine encore à 7,2% à la mi-janvier - l'augmentation des prêts non-performants et le redressement du secteur financier dont les performances se dégradent. Dans ce contexte, la Banque centrale garde le taux de réserve à 4% et le taux de liquidité statutaire à 12%.

La politique monétaire restrictive appliquée depuis le début de l'année budgétaire, si elle a permis d'améliorer graduellement la balance des paiements et de contenir l'inflation, a pénalisé les acteurs privés qui se sont vu contraints d'emprunter à des taux exceptionnellement élevés, de l'ordre de 18%. Par ailleurs, le président de la Chambre de commerce et d'industrie alerte sur la santé des secteurs d'activité comme celui de la construction, en mettant en exergue le resserrement de la liquidité comme étant à l'origine de leur dégradation. Il mentionne de surcroît le risque de contagion dans l'économie et ses effets collatéraux.

La revue de mi-parcours gouvernementale concernant le budget FY23 annonce une baisse de l'objectif initial des dépenses, mais aussi de la collecte de recettes

Le 12 février dernier, le ministre des Finances, Bishnu Paudel, a présenté à la Chambre des représentants la revue semestrielle du budget pour l'exercice budgétaire en cours 2022/23.

Au sein de cet examen de mi-parcours, le gouvernement revoit de 15,4% à la baisse l'objectif de dépenses qui passe donc de 13,5 Mds USD à 11,7 Mds USD.

En parallèle, l'objectif de collecte des recettes a également été révisé de 10,6 Mds USD à 9,4 Mds USD.

Dernièrement, le Ministre a également reconnu que le gouvernement n'atteindrait probablement pas l'objectif de croissance annuelle, de 8% dans cadre du scénario de base défini dans le projet de loi de Finances.

Pakistan

Prérequis à un accord sur la 9^{ème} revue du programme FMI, une loi de finances rectificative qui augmente les recettes budgétaires de 435,2 MUSD est présentée au Parlement

Le ministre des Finances, Ishaq Dar, a déposé mercredi 15 février un projet de loi de Finances rectificative (LFR) à l'Assemblée nationale afin d'augmenter les recettes budgétaires de 170 Mds

PKR (643,4 MUSD) d'ici la fin de l'exercice budgétaire 2022/2023. Le ministre des Finances a rappelé que l'adoption de ce mini budget était un prérequis à un accord sur la 9^{ème} revue de l'EFF et au décaissement de la tranche correspondante, d'un montant de 1,1 Md USD.

Plusieurs mesures figurant dans la LFR entreront en vigueur à partir de cette semaine : (i) une hausse des droits d'accise sur les cigarettes ; (ii) une hausse de la taxe sur les produits et services (« TPS »), qui passe de 17% à 18%. L'administration fiscale (le FBR) annonce que ces deux mesures devraient générer 115 Mds PKR, soit 435,2 MUSD. Une hausse de la TVA sur les carburants qui passerait de 17 à 18% est également prévue.

Autres mesures prévues pour augmenter les recettes budgétaires :

- introduction d'une retenue à la source de 10% sur les ventes de biens immobiliers ;
- augmentation de la TPS qui passerait de 17% à 25% pour 33 catégories de biens - téléphones portables, aliments importés, articles de décoration et autres produits de luxe ;
- augmentation de la taxe sur le ciment, qui passe de 1,5 à 2 PKR/Kg, mesure qui devrait rapporter 22,7 MUSD ;
- augmentation de la taxe sur les boissons gazeuses, qui passe de 13% à 20% - qui devrait générer 37,8 MUSD de recettes ;
- introduction d'une nouvelle taxe de 10% sur les jus et autres boissons non-gazeuses – 15,1 MUSD de recettes ;
- augmentation de la taxe sur les billets d'avion visant spécifiquement la classe affaires, première et club, recettes estimées à 37,8 MUSD ;
- une taxe de 20 % sur les billets d'avions - tous types confondus - est également prévue dans le projet de loi de Finances ;
- introduction d'une taxe de 10% sur les réceptions et rassemblements organisés dans les salles de mariage, hôtels et restaurants – qui devrait générer 7,5 MUSD.

Mesure prévue au titre des dépenses : afin de compenser les effets inflationnistes du budget, des aides sociales doivent permettre d'aider les populations les plus pauvres du pays à hauteur de

400 Mds PKR, contre 360 Mds PKR votées en juin dans le cadre de la Loi de finance.

Le FMI recommande une augmentation substantielle du taux directeur de la banque centrale (SBP)

Le FMI considère qu'une forte augmentation du taux directeur permettrait (i) de freiner les anticipations inflationnistes des acteurs économiques (selon Moody's Analytics l'inflation pourrait être de 33% à la fin de l'exercice budgétaire 2022/2023), (ii) de rassurer les investisseurs et encourager notamment le retour des investissements en portefeuille au Pakistan (la capitalisation du PSX qui s'élevait à 100 Mds USD en 2018, est aujourd'hui à 26 Mds USD). La réunion du comité de politique monétaire de la banque centrale, prévue le 16 mars, pourrait ainsi être avancée. Une augmentation du taux directeur de 20% (contre 17% actuellement) est évoquée, battant le précédent record de 19,5% en octobre 1996.

Dans un contexte de ralentissement des exportations, le déficit commercial a baissé de 32% sur les sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2022-2023

Le déficit commercial s'est élevé à 19,6 Mds USD, contre 28,85 Mds USD sur la même période de l'année 2021-2022. Sur la période juillet-janvier 2022/2023, les exportations s'élevaient à 16,45 Mds USD contre 17,7 Mds USD en 2021/22, soit une baisse de 7,1%. Les exportations de textiles du pays sont tombées à 1,36 Md USD en janvier 2023, en baisse de 12 % en g.a. Les importations ont baissé de 22,53% au cours de cette période (36,1 Mds USD en 2022/2023, contre 46,6 Mds USD en 2021/2022).

Forte hausse de l'émigration des jeunes Pakistanais en 2022

En 2022, 765 000 jeunes Pakistanais ont quitté le pays, soit plus du triple des chiffres de l'émigration en 2021 (225 000 ; 288 000 en 2020 ; 625 000 en 2019). Sur cette population, 625,000 jeunes se sont établis dans des pays de la Péninsule arabique (dont 60,6% en Arabie saoudite et 23,9% aux Emirats arabes unis).

Seulement 12% correspondent à des profils hautement qualifiés (médecins, ingénieurs, informaticiens ou comptables).

Baisse de 12% des transferts de fonds des Pakistanais de l'étranger en g.a.

Les transferts de fonds des Pakistanais de l'étranger se sont élevés à moins de 1,89 Md USD en janvier 2023. Au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2022/2023, les transferts des Pakistanais de l'étranger ont représenté 16 Mds USD, en baisse de 12% par rapport à la même période de 2021/2022 (18 Mds USD).

Fitch dégrade la note du Pakistan de CCC+ à CCC-

Pour l'agence de notation, le risque de défaut reste élevé au cours des prochains mois. Par ailleurs, la spéculation sur la roupie pakistanaise devrait continuer. Fitch avait déjà dégradé la notation du Pakistan de B- en CCC+ le 21 octobre dernier.

Sri Lanka

Les réserves de la Banque centrale et les transferts de capitaux continuent d'augmenter

Après avoir fortement baissé en 2022, atteignant un plus bas à 1,7 Md USD en octobre (1,1 mois d'importations), les réserves en devises étrangères de la Banque centrale poursuivent leur remontée. Elles augmentent de 11,7% fin janvier en glissement mensuel, atteignant 2,1 Mds USD (soit 1,4 mois d'importations), leur niveau le plus élevé depuis février 2022. Ce chiffre inclut néanmoins un swap avec la PBoC libellé en yuan de 1,4 Md USD et soumis à des conditions qui le rendent non mobilisable. La hausse des réserves s'explique notamment par l'interruption du service de la dette extérieure non-multilatérale depuis le défaut, les restrictions imposées sur les importations, la reprise du tourisme et des transferts de devises. Ces derniers, qui avaient largement chuté dès le S2 2021 en raison d'un taux de change USD/LKR maintenu

artificiellement bas, atteignent suite à la dépréciation de la roupie sri lankaise 438 MUSD en janvier, en progression de 68,8% en g.a.. Ce chiffre est en léger recul par rapport à décembre (476 MUSD), mais concrétise un rattrapage encore partiel des transferts par rapport à leur niveau d'avant-crise (en moyenne 600 MUSD par mois en 2020), portés par la forte émigration de travail constatée depuis le début de la crise sri lankaise et la stabilisation du contexte économique. Les entrées touristiques s'améliorent elles aussi, avec 102 545 entrées pour le mois de janvier (+ 24,6% en g.a), dans des proportions néanmoins supérieures aux recettes associées, estimées à 162 MUSD sur le mois (+6,7% en g.a.).

Le Japon octroie une aide exceptionnelle de 37 M USD

Le Conseil des ministres a confirmé l'octroi, via la Japan International Cooperation Agency, d'une subvention de 5 Mds JPY, soit 37,4 M USD, au secteur de la santé à Sri Lanka. Cette aide, qui devrait être destinée en premier lieu à l'achat de carburant pour le bon fonctionnement des services d'urgence, équivaut à 3,2% du budget prévisionnel de l'Etat alloué à la santé pour 2023. Elle intervient dans un contexte de tension pour le système public de santé qui fait face à un afflux de demande par des patients touchés par la crise, moins à même de se tourner vers le secteur privé, auquel s'ajoutent des difficultés d'approvisionnement en produits pharmaceutiques et matériel de santé, dont l'importation a été rendue difficile à la fois par la dépréciation de la roupie sri lankaise et le manque de dollars, poussant les autorités à encourager le report des opérations non urgentes dans les hôpitaux publics. Les importations de médicaments et produits pharmaceutiques en 2022 ont ainsi diminué de 39% par rapport à 2021.

Contraction de l'industrie (PMI à 40,8) et légère expansion des services (PMI à 50,2) en janvier

L'indice PMI (Purchasing Managers' Index), publié par la Banque centrale (CBSL), est un indicateur reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-

à-vis des conditions de marché (PMI >50 indique une expansion du secteur d'un mois à l'autre, PMI < 50 une contraction).

L'industrie manufacturière poursuit en janvier sa contraction, nettement accélérée : l'indice PMI sectoriel atteint 40,8 points (-4,0 en g.m.). La quasi-totalité des sous-indices reculent : les « Nouvelles commandes » (38,0 points, -7,5 en g.m.), la « Production » (37,5 points, -3,0 en g.m.), le « Stock d'achats » (35,5 points, -6,4 en g.m.) déclinent, ainsi que l'« Emploi » (41,0 points, -3,5 en g.m.). Le « délai de livraison des fournisseurs » croît (55,0 points, +2,0 en g.m.). Les industriels sont confrontés à la baisse de la demande locale et étrangère, avec une baisse saisonnière de la demande après la période des fêtes et le ralentissement des marchés à l'export, contraignant notamment les usines textiles à fonctionner à capacité réduite et débouchant sur une accumulation de stocks. Les anticipations pour les trois prochains mois s'améliorent légèrement, les industriels anticipant une hausse de la demande pour la saison des fêtes du nouvel an tamoul et cinghalais en avril, malgré la baisse du revenu disponible des ménages.

Le secteur des services connaît une légère expansion en septembre : l'indice PMI sectoriel atteint 50,2 points (-1,4 en g.m.), tiré par les « Nouvelles activités » (56,0 points, +4,0 en g.m.) en particulier dans les services financiers, l'éducation et l'immobilier, les « Activités commerciales » (51,5 points, -2,5 en g.m.) en particulier dans les services financiers, l'éducation, les télécommunications, et dans les activités liées au tourisme, malgré la chute du secteur de la distribution et du fret. Les « Arriérés de travail » diminuent (44,1 points, -3,3 en g.m.). Malgré l'expansion du secteur, la chute de l'« Emploi » dans les services se poursuit à un rythme accéléré (39,4 points, -3,7 en g.m.), notamment tirée par les démissions, migrations et départs en retraite. Les « Prévisions d'activité » (60,1 points, +1,1 en g.m.), quant à elles, s'améliorent, en lien là aussi avec la saison festive à venir et le tourisme, même si la baisse du pouvoir d'achat liée aux hausses d'impôts et de tarifs réglementés inquiète les acteurs du secteur.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international